

L'Adresse—M. Mulroney

création d'une prospérité économique durable. En fait, en 1984, le déficit atteignait un niveau sans précédent et augmentait à un rythme insoutenable qui nous aurait conduit à la ruine.

Devant cette situation, notre gouvernement a déployé des efforts considérables pour reconstruire les fondements politiques et économiques de la nation. Pour ce qui est de l'Accord du lac Meech, je rends hommage aux autres partis politiques représentés à la Chambre pour le leadership dont ils ont fait preuve au sujet de cette délicate question nationale. Avec l'Accord du lac Meech, on a franchi les premières étapes cruciales du processus de réintégration du Québec dans la famille constitutionnelle canadienne.

Nous avons aboli les mesures énergétiques néfastes qui ont injustement porté atteinte à l'Ouest canadien pendant si longtemps et nous avons conclu de nouvelles ententes dans l'Ouest et le Nord et dans la région de l'Atlantique.

Nous avons adopté de nouvelles approches dans le domaine du développement régional et veillé à ce que des secteurs cruciaux de l'industrie primaire, comme ceux de l'énergie et de l'agriculture, bénéficient d'un traitement plus équitable. En fait, monsieur le Président, je siège à côté du ministre de l'Agriculture—qui est également ministre d'autres services, tout dépend du jour. Je siège donc à côté d'un ministre de l'agriculture dont le ministère a eu la responsabilité, en quatre ans, d'accroître l'aide versée aux agriculteurs canadiens de 400 p. 100. Voilà qui prouve notre sincérité envers les agriculteurs canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous avons considérablement réduit le degré d'intervention de l'État dans l'activité économique. Nous avons privatisé des sociétés publiques qu'il n'y avait plus lieu de garder sous la tutelle de l'État. Afin de répondre aux besoins d'une économie moderne soumise aux impératifs de la concurrence, nous avons réformé et rendu plus équitables les régimes fiscaux des sociétés et des particuliers.

Nous avons également pris des mesures législatives qui ont considérablement amélioré le contexte économique dans lequel les citoyens et les entreprises sont appelés à évoluer et à améliorer leur compétitivité tant aux États-Unis qu'ailleurs.

Dans une grande mesure, ces initiatives sont à l'origine de la solide performance économique du pays. Après s'être fait longtemps déclasser au chapitre des gains de productivité, le Canada fait des progrès remarquables depuis 1985. La semaine dernière, Statistique Canada révélait que la productivité de la main-d'oeuvre canadienne avait, en 1988, fait un bond de 2,9 p. 100. Cette nouvelle n'a pas reçu dans les médias l'attention qu'elle mérite. Et pourtant, il s'agit d'un indicateur très impor-

tant de la prospérité nationale, sur le plan de notre aptitude à croître, à conquérir les marchés étrangers et à créer des emplois.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: La productivité est un concept prosaïque qui n'intéresse guère nos amis d'en face. C'est pourtant le bien-être du Canada qui est en cause et l'avenir de nos jeunes. Si cette notion laisse certains indifférents, elle présente un intérêt capital pour les députés ministériels.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est grâce à la productivité que le Canada peut devenir plus compétitif et plus prospère. C'est par elle que passent la conquête de nouveaux marchés et la création d'emplois. Les étrangers n'achètent pas nos produits pour nos beaux yeux ou nos belles paroles. Ils les achètent s'ils sont de qualité et s'ils se vendent à des prix concurrentiels. La productivité avait cessé de s'améliorer depuis si longtemps au Canada que notre économie s'en trouvait gravement atteinte. Tous les Canadiens, peu importe leur allégeance politique, devraient être fiers de la hausse de la productivité au Canada, puisque cela annonce des jours meilleurs pour notre pays et en particulier des emplois pour la jeunesse canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Ce seul exemple prouve en quelque sorte qu'une saine gestion de l'économie finit par profiter à tous: gens d'affaires, travailleurs et consommateurs.

J'ai écouté avec intérêt le discours qu'a prononcé hier le chef de l'opposition et dans lequel il faisait allusion aux grandes entreprises et au Parti conservateur. Je représente une circonscription qui s'appelle Charlevoix, où est située Baie-Comeau, ma ville natale, où résident essentiellement des ouvriers des usines de pâte et papiers et des alumineries, des chauffeurs de taxi et des travailleurs qui triment. A vrai dire, il n'y a pratiquement pas de grands hommes d'affaires dans ce coin-là. Pourtant, le candidat conservateur qui s'est présenté dans cette circonscription a obtenu presque 80 p. 100 des voix. C'est dire que notre parti reçoit l'appui des citoyens canadiens ordinaires, des gens qui savent reconnaître ce qu'est un bon gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nous avons exposé dans nos deux premiers discours du Trône les projets que nous formons pour l'avenir. Ces projets ont débouché sur la signature et la ratification de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, accord qui pour la nation canadienne représentait certes une politique nationale, mais qui représentait aussi plus qu'un simple traité commercial. C'était une affirmation de l'ouverture du Canada et des Canadiens au monde qui les entoure, un monde qui devient de plus en plus interdépendant et où ils veulent jouer pleinement leur rôle et relever le défi de la concurrence.